

Intervention belge à la Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi (17-12-2015)

*Check upon delivery*

Monsieur le Président,

La Belgique souscrit entièrement à la déclaration de l'Union européenne.

A titre national je souhaite souligner la valeur symbolique de cette première réunion ministérielle de l'OMC en Afrique. Nous sommes une organisation bâtie sur le lien vertueux qui, nous savons, existe entre le commerce et le développement. Quoi de plus approprié dès lors que de se réunir ici, à Nairobi, au Kenya, un pays qui par son dynamisme joue un rôle moteur dans sa région et a prouvé son soutien au système commercial multilatéral. Un grand merci donc pour votre accueil magnifique – au sons des tambours !

De surcroît, vous nous recevez à un moment anniversaire : l'OMC a 20 ans aujourd'hui. Elle est dans une passe difficile mais, à notre avis, elle continue de représenter le meilleur gage pour un système commercial multilatéral ouvert et fiable.

L'OMC continue de séduire. Nous accueillons en cette réunion le Libéria et l'Afghanistan, à qui nous souhaitons la bienvenue. Ce sont deux PMA qui, en

se joinant à nous, votent pour la libéralisation du commerce parce que, plus que tout autre politique, elle est prometteuse de progrès économique.

L'OMC, cependant, souffre encore de maux de croissance. Ils semblent liés à la diversité des niveaux de développement qui sont apparus en son sein. Certains pays ont réussi l'exploit de sortir leur population de la pauvreté mais d'autres éprouvent encore des difficultés. L'économie mondiale bénéficie à présent d'une multitude de pôles d'expansion mais leurs caractéristiques divergent. La recherche de solutions qui soient acceptables 'pour tous et en même temps' s'en trouve compliquée. En l'occurrence, plus que jamais, chacun doit accepter d'endosser des responsabilités, chacun doit contribuer sa part à la bonne marche du train qu'il est dans l'intérêt collectif de faire avancer le mieux et le plus vite possible.

A cet égard, des idées fraîches ont vu le jour. Je veux référer à l'accord sur la facilitation des échanges conclu à Bali. Sa mise en œuvre est à nos yeux essentielle. Pour la première fois nous disons tous ensemble, quel que soit le niveau de développement : « Facilitons la vie aux opérateurs économiques et, là où des pays manquent de capacité pour ce faire, apportons de l'assistance ». C'est une approche solidaire et innovante que nous tenons à saluer.

Monsieur le Président,

Nous ne doutons pas que l'OMC va bonifier encore. Il n'est pas de meilleur outil pour promouvoir la fluidité des échanges, la non-discrimination et l'équité. Avec l'énergie de la jeunesse, nous devons nous concentrer sur

l'essentiel, oser une approche plus efficace du Doha Development Agenda. Il est des possibilités en matière de concurrence à l'exportation de produits agricoles. Nous plaidons pour des efforts additionnels en faveur des PMA sous forme de régimes « duty free, quota free », de règles d'origine adaptées, d'accès préférentiel aux marchés des services ou à propos du coton. [Déjà nous nous félicitons des décisions enfin adoptées sur...].

Mais encore, octroyons-nous à nous-mêmes une perspective d'avenir. Il nous revient de définir le programme de travail de l'OMC. Une chose est d'y inclure les sujets déjà ouverts issus du DDA, en particulier les aides internes agricoles et les règles. Une autre est de rencontrer les défis posés par la diversification des niveaux de développement et l'accélération de la globalisation. Prenons-en la mesure et osons l'approche multilatérale sur les nouveaux sujets que cela nécessite.

Je vous remercie.